

Là-bas ils fuient la guerre ici ils vivent à la rue Bienvenue aux jeunes migrants!

On ne sait pas combien ils sont, peut-être 25 000 sur le territoire en décembre 2017 selon les organisations humanitaires. Ils, ce sont des jeunes migrants venus pour la plupart d'Afrique sub-saharienne, et que la poésie administrative dénomme Mineurs Isolés Etrangers (Mie). Depuis 15 jours, à Lyon, Lille, Toulouse et Nantes se sont constituées des équipes qui les soutiennent en rendant leur lutte visible via des occupations de salles de campus universitaires.

LA DOUCEUR D'UNE MUNICIPALITÉ DE GAUCHE

L'hiver arrivant, les militantes et militants soutenant ces jeunes migrants — déboutés par la préfecture — ont décidé d'occuper l'ancienne école des Beaux-Arts située en plein centre-ville de Nantes. Aucune structure et aucune solution, en effet, n'avaient été trouvées pour ces près de 64 jeunes à la rue. La réponse de la mairie socialiste fut ferme et rapide. Après à peine une journée d'occupation, le 19 novembre par un beau dimanche bien froid, elle déploie plus de 120 CRS qui évacuent à coups de matraques les occupants pacifiques. La disproportion de l'intervention a surpris plus d'un, mais c'était compter sans les calculs électoraux des prochaines municipales. On devine sans effort les priorités de la Maire et on s'en souviendra. Face à une situation dramatique, avec une gauche institutionnelle silencieuse, un tissu associatif en repli, la décision fut prise d'une occupation pacifique du campus. La Censive, au milieu du campus de Sciences humaines, était le lieu le plus propice : central, facile à aménager, accessible et politiquement au cœur de plusieurs équipes qui se sont connues pendant la loi Travail de 2016.

UN CARREFOUR PLUS QU'UNE OCCUPATION

L'occupation se fit sans écueils et sans tensions. L'organisation fut le mot d'ordre central. Le pari risqué consistait à unir deux problèmes pour faire émerger un rapport de forces, seul garant d'une possible solution pour ces jeunes migrants. D'abord il fallait les loger, les nourrir, les aider à se reconstruire. Ensuite, il fallait trouver un moyen d'être visibles, de rompre l'isolement. Enfin, en



les entourant des équipes militantes étudiantes, il était possible de concevoir une protection — dont tous les militants mesurent la fragilité — tout en créant une pression sur un acteur institutionnel : la présidence d'Université. Une fois les salles du sous-sol de la Censive aménagées, c'est une véritable petite Commune qui vit le jour. L'ingéniosité et la persévérance des équipes avaient rendu possible ce pari impossible après l'évacuation des anciens locaux des Beaux-Arts. Un garde-manger propre et organisé pouvant nourrir des dizaines de personnes, des salles d'études avec les livres en libre disposition, sans oublier des commodités adaptées, des espaces de repos et un lieu de vie commune. Une fois la position consolidée, peu à peu les jeunes sont venus plus nombreux chaque jour. La présidence d'université n'était pas enthousiaste, c'est une évidence, mais ne voulait pas prendre la responsabilité d'une évacuation. Tout en demandant l'évacuation des locaux universitaires, la présidence a commencé à s'agiter auprès de la Mairie et du Département, qui légalement est responsable de l'accueil des mineurs.

UN MOMENT DE REPOS APRÈS PARFOIS DES ANNÉES DE PÉRIPLÉ

Cette situation de blocage est bien entendu précaire par définition. Les risques d'évacuation sont réels et les fausses alertes n'ont pas manqué, ali-

mentant la fatigue par un stress permanent. Toutefois cette petite avancée a fait le tour des milieux de migrants sans-papiers à la rue. Ils s'estiment eux-mêmes à près de 350 à Nantes qui vivent cachés et dans un dénuement complet. La plupart viennent d'Afrique, Guinée, Côte d'Ivoire, Mali, mais aussi Soudan, Libye et même jusqu'au Yémen. Le français est une langue minoritaire, et l'on entend l'arabe, le nouchi,

le peul, et bien d'autres langues dans les couloirs du campus occupé. Les itinéraires sont porteurs de toutes les souffrances des exils forcés, des trafics humains, des guerres oubliées (voir encadré); la parole se libère très difficilement. Leurs parcours en moyenne pour arriver en France ont duré de deux à trois ans, sans un instant pour même sentir les souffrances traversées. Mais cette occupation vécue

comme un repos par ces réfugiés ne souffre d'aucun temps mort. Des discussions et des cours assurés par des étudiants et des instituteurs bénévoles; des médecins sont venus assurer dans la mesure du possible les premiers soins et souvent constater les blessures invisibles et terribles sur les esprits. Et puis il faut penser à la suite.

LA RECHERCHE DE L'EXTENSION

Un problème dans les situations d'urgence en appelle toujours un autre. Le succès de l'occupation a fait venir d'autres migrants, l'espace de Censive est vite devenu exigü. Une idée fut portée, celle d'occuper un château — plutôt une maison de maître — située sur le campus. Elle présentait le double avantage d'être une solution aux limites de places et d'avoir une portée symbolique. L'espace gagné était évident, et cette ancienne maison d'un commerçant enrichi par le commerce triangulaire était un objectif pertinent. Mais chaque action a un prix et dans ce cas il était élevé : cela relançait les tensions avec l'Université, et en ouvrant un lieu excentré du campus cela pouvait révéler une limite lorsqu'on cherche la solidarité avec les

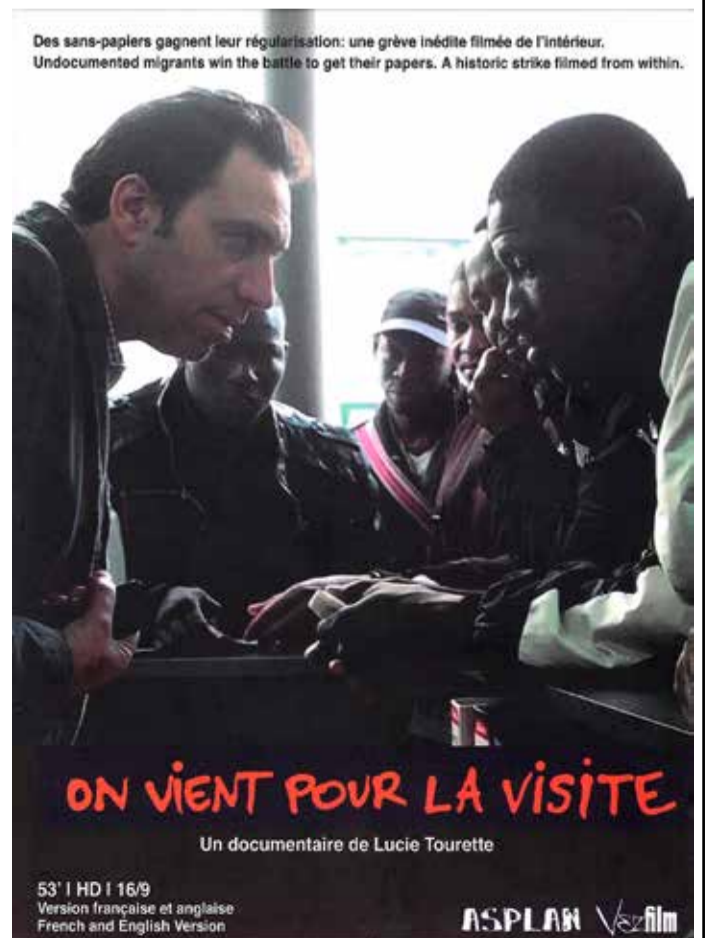
VIDÉO DÉBAT : UN EXEMPLE DE LUTTE VICTORIEUSE DE SANS-PAPIERS

JEUDI 7 DÉCEMBRE
SUR L'ESPACE DE LUTTE
OCCUPÉ À LA CENSIVE.

Pour l'heure, voir avec les militants, l'horaire sera affiché et transmis par voie électronique.

Il s'agit d'un tournant dans l'histoire des mouvements contestataires. Pour la première fois, en 2009, un secteur syndical et une minorité révolutionnaire contribuent à organiser des travailleurs qu'ils n'avaient pas l'habitude de voir dans leurs permanences : des étrangers en situation irrégulière.

« On vient pour la visite », documentaire signé Lucie Tourette, livre un témoignage rare de cette époque pionnière, décrivant subtilement un mode opératoire resté inchangé depuis. Venez nombreux pour une discussion riche et importante.



étudiants. Ce déséquilibre a pu être compensé par des actions en direction du milieu universitaire. Et finalement les deux axes d'intervention se sont avérés complémentaires. À l'initiative de doctorants en Histoire et Sociologie notamment, un appel de soutien à l'action sur le plan syndical fut lancé. Et non sans quelques petites tensions, l'appel fut très largement appuyé par toutes les organisations syn-

dicales allant du Sgen-Cfdt à Solidaires en passant par le Snes sup. L'appel se centrait sur le droit à l'éducation de ces jeunes et contre l'expulsion. Bien entendu, un appel ne protège de rien mais la présidence a fulminé de colère. La pression fut forte sur l'UNEF — pourtant bien mal en point sur le plan militant et peu présente dans l'action — avec des menaces sur les subventions, le local, leur demandant

même de donner les noms des « vrais responsables ». Ce qu'ils ont refusé de faire. Sur un autre plan, l'urgence d'incarner la lutte oblige les militants de la routine. Des équipes visitent les cours pour présenter la lutte, avec souvent un bon accueil et parfois de l'hostilité de certains professeurs et certaines filières. Qu'importe! Il faut œuvrer à faire connaître ce combat légitime. On évoque l'idée de parrainages, histoire de

rendre ces anonymes visibles, de responsabiliser le soutien militant, et tout en gardant à l'esprit une défense collective unie, de faire connaître ces parcours. Des professeurs seraient volontaires, des lettres ont été envoyées à des élus municipaux que l'on sait sensibles à ces problèmes. À ce jour, rien n'est gagné et tout reste à conquérir. Les obstacles juridiques et administratifs sont énormes, mais bien entendu la

principale difficulté est politique. Il reste à accumuler des forces pour exercer la pression suffisante afin d'obtenir une simple justice. Une société qui traite de la sorte des enfants est une société bien malade, et nous sommes chaque jour de plus en plus nombreux à nous en rendre compte.

PARCOURS DE VIE BRISÉE

Peu importe leurs prénoms, peu importe les villes d'où ils viennent, leurs témoignages nous livrent la réalité du monde, où la responsabilité de la Françafrique n'est jamais loin. À Nantes, la plupart sont des jeunes hommes, et on a pu y voir quatre jeunes filles. Un tiers d'entre eux est mineur, leurs parcours s'étalent sur deux ou trois ans souvent terribles. Deux voies de passage, deux voies vers l'horreur. La première passe par la Libye — avec un prix indicatif de 700 euros pour les passeurs par entrée — et tous les témoignages recueillis se répondent et se complètent. L'esclavage est une norme, la torture et les violences systémiques sont habituelles; il est impossible de tout restituer et l'on devine, derrière des silences lourds, des atrocités demeurées jusqu'ici dans l'oubli. Certains d'entre eux ont pris des photos sur leurs portables



dont le contenu dépasse ce que le reportage de CNN laisse deviner. L'autre voie est celle du Maroc — 2000 euros pour le passage et donc moins utilisée — la violence est différente. Elle n'est pas le fait de mafias mais de l'armée : brutale, sanguinaire et sans pitié. Ici les migrants survivent de mille ruses pour mendier, improviser des spectacles et parfois travailler. La

population semble moins hostile — selon leurs témoignages — qu'en Libye ou en Algérie où les rassemblements sont parfois dispersés par des jets d'acides. Et que veulent-ils? Juste travailler. Ils sont chaudronniers, métallos, cuisiniers, travailleurs agricoles; ils parlent le français élastique, ce ne sont pas des inconnus, ce sont nos frères de classe.

COMMENT LUTTER? COMMENT GAGNER?

La lutte des mineurs isolés sur le campus de Sciences Humaines pose trois questions qu'il faut assumer sans détour. La première est portée par une exigence : l'accès à l'éducation est-il encore un droit dans ce pays? La seconde est exprimée par une souffrance : est-il légitime de jeter des migrants souvent mineurs à la rue au prétexte de lois injustes et archaïques? La troisième est plus troublante : cette lutte pour un monde plus juste et sans frontières nous interpelle bruyamment : et toi, que fais-tu?

L'action individuelle est possible et on s'accorde tous pour en saisir les limites. Seule l'action collective peut — avec force et détermination — avec difficulté aboutir à un recul du gouvernement et de ses serviteurs. L'occupation est un moyen décisif si le lieux occupé devient un carrefour et non plus place assiégée. Cela dépend de chacun d'y apporter de l'aide, des livres, du savoir à partager, et des jeunes à rencontrer, à découvrir. Nous avons beaucoup à leur apprendre mais eux aussi.

COMMENT SORTIR DE L'ISOLEMENT?

En incarnant cette lutte. D'abord en la faisant connaître dans nos classes, amphis et td. En prenant la parole en groupe



pour y défendre ce qui n'est que justice. Ensuite en s'emparant de leurs histoires, en les faisant sortir de l'anonymat. Ils ont des prénoms et des noms. Ils ont nos âges et les mêmes rêves. Quelles sont les pistes? Une d'entre elles, mais pas la seule, est de les parrainer. En quoi cela consiste? À s'engager en groupe, dans une classe par exemple, à parrainer un jeune dans ses démarches administratives. Cela évite — tout en gardant l'idée d'une défense commune collective — que certains soient arrêtés en silence et sans témoins. Plus largement seule l'extension de la lutte peut garantir une issue favorable. Déjà Lyon, Lille, et Toulouse connaissent des mobi-

lisations comparables. Ici sur Nantes, des syndicats du campus ont appuyé la lutte et deux unions départementales (cgt et solidaires) ont suivi le pas. Les organisations politiques sont à ce jour plus discrètes : raison de plus pour les interpeler! Et pas seulement pour une signature : la lutte a besoin de moyens matériels, d'argent pour l'aide judiciaire, mais aussi d'aide médicale, logistique. À cette étape il faut être concret : la parole divise, les gestes unissent. Prends contact avec les militants — plusieurs sensibilités travaillent ensemble — pour apporter ton aide, apprendre, et vivre, car lutter c'est vivre!

UN FILM SOLAIRE À VOIR



Trois visages éclairés par la lueur des ciels dorés d'Algérie se dévoilent dans le long-métrage de Karim Moussaoui. Une Algérie dénudée qui, dans son éblouissante beauté, révèle aussi une blessure vive. Son désert, ses bidonvilles et ses terrains vagues deviennent le théâtre d'une idylle impossible, d'un règlement de comptes et de souvenirs ravivés. Mourad, Aïcha et Dahman voient les sentiers de leurs existences se côtoyer le temps d'un instant; le cinéma joindra leurs destins. Ce film choral, en dépeignant la vie d'un promoteur immobilier, d'une future mariée et d'un neurologue en proie aux démons du passé, dresse la fresque effroyable d'une Algérie malade. Moussaoui filme avec tendresse les paysages désertiques grandioses, les terrasses de café et les bâtisses fantômes. Dans une lyrique retenue, caresse un regard fuyant, la danse envoûtante de deux amants. L'alliance des musiques arabes et classiques avec les corps mouvants et les mouvements lancinants de la caméra sont inévitablement pour le spectateur, un

fruit savoureux car trop rare. Il lui prendra, à de nombreuses reprises, l'envie de se joindre aux danses, aux promenades et à la révolte des personnages. « En attendant les hirondelles » est un mystère. Il est des films, modestes en apparence, qui sans crier gare, se révèlent être au niveau des plus grandes œuvres. Par la pudeur de son traitement, chaque plan, chaque récit de vie émeut et rappelle ô combien la pornographie sentimentale a saturé l'art. Voilà à quoi est parvenu Moussaoui : élever au rang de mythes les histoires intimistes de ses protagonistes, sous-entendre la douceur des êtres qu'il filme, leur douceur et leurs maux. Avec seulement trois vies en apparence distinctes et particulières, il chante avec force la blessure de l'Algérie, les corps tourmentés et opprimés qui l'habitent. L'Algérie est cet enfant muet qui crie dans un taudis. Quand est-ce qu'Aïcha et Djalil pourront danser le sourire aux lèvres? Quand est-ce qu'ils pourront danser librement?